

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 65 | 13-19 septembre 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 217 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

13 septembre : Un rapport publié par le Conseil de médecine légale d'Istanbul a révélé que l'ancienne députée du HDP Aysel Tuğluk, qui est derrière les barreaux depuis fin 2016 pour des accusations liées au terrorisme, est apte à rester en prison bien que ses avocats affirment que la politicienne est en mauvaise santé.

14 septembre : La Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie pour avoir détenu le politicien kurde Tuncer Bakırhan, qui a été démis de ses fonctions de maire de Siirt en novembre 2016 pour des liens présumés avec le terrorisme.

15 septembre : Gülden Aşık, mère de trois enfants qui souffre d'un cancer de la thyroïde, est arrêtée après avoir été condamnée à six ans et trois mois de prison pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

16 septembre : Les médias ont révélé qu'Akif Sarı, un homme de 46 ans maintenu à l'isolement depuis janvier 2020 pour des liens présumés avec le mouvement Gülen souffre d'une paralysie faciale.

16 septembre : La police d'Isparta a arrêté İbrahim Karakoç, un homme de 59 ans souffrant d'une grave maladie de Parkinson, pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

16 septembre : Esmahan Demirhan, l'épouse d'un ancien chef de la police qui a mené des enquêtes pour corruption en Turquie en 2013, a été détenue à l'hôpital où elle était soignée pour le Covid-19 et a été menottée à son lit d'hôpital pendant huit jours.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#), un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

14 septembre : Hüseyin Galip Küçüközyiğit, un ancien bureaucrate porté disparu depuis le 29 décembre 2020 et soupçonné d'être victime de disparition forcée est retrouvé dans une prison d'Ankara. La réapparition de Küçüközyiğit a été annoncée par sa fille, Nursena, qui faisait campagne sur les réseaux sociaux depuis l'enlèvement présumé. La fille de Küçüközyiğit a également signalé que son père avait perdu beaucoup de poids.

17 septembre : Ayten Öztürk, une militante socialiste, a déclaré avoir été soumise à de graves tortures et harcèlement sexuel dans un centre de détention secret à Ankara en 2018, dans une interview qu'elle a accordée au député Ömer Faruk Gergerlioğlu. Avant sa détention en Turquie, Öztürk a été détenue à l'aéroport de

Beyrouth alors qu'elle se rendait en Europe et a été remise aux autorités turques.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

13 septembre : L'acteur de théâtre Orhan Aydın, connu pour ses critiques virulentes du gouvernement, a subi une agression physique à la suite d'un rassemblement de gauche. Dans ses messages sur les réseaux sociaux, Aydın a accusé les autorités de ne pas avoir identifié les assaillants.

13 septembre : Le Bureau du gouverneur de Hakkari a émis une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de 15 jours.

13 septembre : Un tribunal a décidé d'arrêter trois militants qui ont été détenus à Tekirdağ le 6 septembre pour avoir accroché des banderoles exigeant la libération d'un prisonnier malade.

15 septembre : La police d'Istanbul a attaqué une manifestation organisée par les victimes d'une purge post-coup d'État à grande échelle après 2016, mettant brièvement huit personnes en détention.

15 septembre : Le Bureau du Gouverneur de Van a émis une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de 15 jours.

16 septembre : La police de Diyarbakır a arrêté au moins sept personnes pour avoir participé à des manifestations contre un distributeur d'énergie local.

18 septembre : La police de Rize a arrêté quatre personnes qui protestaient contre les plans de construction d'une centrale hydroélectrique dans la province.

19 septembre : La police d'Ankara a brièvement détenu cinq personnes pour avoir organisé une cérémonie alternative de remise des diplômes dans une université.

19 septembre : La police de Kırklareli a brièvement détenu neuf militants politiques de gauche pour avoir distribué des tracts.

19 septembre : Le Bureau du gouverneur de Mardin a émis une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de 15 jours.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

13 septembre : La police d'Istanbul a arrêté Tunahan Turhan, journaliste de l'agence de presse Etkin.

13 septembre : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès aux informations sur les allégations selon lesquelles un homme d'affaires fugitif accusé de blanchiment d'argent correspondait avec un juge de la Cour constitutionnelle.

13 septembre : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à un reportage sur un homme qui a attaqué des manifestants antigouvernementaux avec une machette en 2013.

15 septembre : Un tribunal de Şanlıurfa a émis un mandat d'arrêt contre l'écrivain allemand Gökhan Yavuzel, accusé d'avoir insulté le président sur les réseaux sociaux. Le nom de Yavuzel est récemment apparu dans une liste de cibles ciblant les détracteurs du gouvernement turc vivant à l'étranger et il a été la cible d'une agression physique en juillet.

15 septembre : Les procureurs de la ville de Batman ont lancé une enquête sur 13 personnes, y compris les co-présidents provinciaux HDP et Fatma Ablay Ömer Kulpu, qui ont dansé sur une chanson kurde lors d'un rassemblement en Turquie du sud - est, sur les allégations de propagande terroriste.

15 septembre : Le ministère de la Santé a licencié un médecin transgenre de son travail dans un hôpital public, affirmant que ses publications sur les réseaux sociaux corrompaient la moralité du public.

16 septembre : Les procureurs de la ville d'Adana ont lancé une enquête sur Yakup Ataş, un avocat qui est un dirigeant de la branche locale de l'Association des droits de l'homme (IHD), sur une déclaration sur le génocide arménien.

16 septembre : Les procureurs de la ville d'İzmir ont lancé une enquête sur Kemal Okuyan, le chef du Parti communiste de Turquie (TKP), accusé de semer la panique parmi les publics, sur ses remarques dans un programme de télévision.

16 septembre : Un tribunal de Bolu a décidé de bloquer l'accès aux reportages sur deux hommes d'affaires détenus pour des allégations de profit.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

17 septembre : Le journaliste İsmail Saymaz a révélé qu'un membre présumé de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) qui avait émis une fatwa pour l'exécution de deux soldats turcs en Syrie en 2016 avait été libéré sous caution. Le 19 septembre, l'homme a été arrêté après l'indignation provoquée par la révélation du journaliste.

17 septembre : Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe n'a pas engagé de procédure d'infraction contre la Turquie en raison du non-respect par le pays des ordonnances de la Cour européenne des droits de l'homme concernant la libération du politicien kurde Selahattin Demirtaş et de l'homme d'affaires Osman Kavala.

17 septembre : La Cour constitutionnelle a publié ses statistiques depuis l'introduction du droit de déposer une requête individuelle en 2012, révélant que le droit à un procès équitable est le droit le plus fréquemment bafoué dans le pays, avec 9 332 décisions concernant la violation du droit à un procès équitable sur 14 973 décisions impliquant au moins une violation.

MINORITÉ KURDE

13 septembre : La police d'Istanbul a arrêté Tunahan Turhan, journaliste de l'agence de presse Etkin.

13 septembre : Un rapport publié par le Conseil de médecine légale d'Istanbul a révélé que l'ancienne députée du HDP Aysel Tuğluk, qui est derrière les barreaux depuis fin 2016 pour des accusations liées au terrorisme, est apte à rester en prison bien que ses avocats affirment que la politicienne est en mauvaise santé.

14 septembre : La Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie pour avoir détenu le politicien kurde Tuncer Bakırhan, qui a été démis de ses fonctions de maire de Siirt en novembre 2016 pour des liens présumés avec le terrorisme.

14 septembre : Un tribunal de Van a arrêté le dirigeant local du HDP Herdem Acar pour des accusations liées au terrorisme.

15 septembre : Les procureurs de la ville de Batman ont lancé une enquête sur 13 personnes, y compris les

co-présidents provinciaux HDP et Fatma Ablay Ömer Kulpu, qui ont dansé sur une chanson kurde lors d'un rassemblement en Turquie du sud - est, sur les allégations de propagande terroriste.

16 septembre : Un juge d'Elazığ a rejeté une demande des politiciens HDP emprisonnés Leyla Güven et Hülya Alökmen de se défendre en kurde dans leur objection contre une décision de l'administration pénitentiaire de restreindre leurs communications externes pour avoir chanté en kurde derrière les barreaux.

AUTRES MINORITÉS

15 septembre : Le ministère de la Santé a licencié un médecin transgenre de son travail dans un hôpital public, affirmant que ses publications sur les réseaux sociaux corrompaient la moralité du public.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

16 septembre : Le ministère de l'Intérieur a annoncé que depuis 2016, 2,3 millions de migrants irréguliers se sont vu refuser l'entrée aux frontières orientale et méridionale de la Turquie, et que 283 790 ont été expulsés.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

14 septembre : Les médias rapportent que la police d'Adana a torturé trois membres de la Fondation Furkan, un groupe religieux antigouvernemental, qui ont été arrêtés le 10 septembre.

14 septembre : La police de Bingöl aurait torturé deux personnes lors d'une perquisition à domicile.

15 septembre : La Cour constitutionnelle a statué en faveur d'un requérant qui a affirmé avoir été torturé pendant 25 jours lors de sa détention au siège de la police d'Afyon en 2016, ordonnant au gouvernement de verser 6 000 \$ de dommages-intérêts non pécuniaires et d'ouvrir une enquête sur les auteurs.

RÉPRESSION ET VIOLATIONS TRANSNATIONALES

15 septembre : Un tribunal de Şanlıurfa a émis un mandat d'arrêt contre l'écrivain allemand Gökhan Yavuzel, accusé d'avoir insulté le président sur les

réseaux sociaux. Le nom de Yavuzel est récemment apparu dans une liste de cibles ciblant les détracteurs du gouvernement turc vivant à l'étranger et il a été la cible d'une agression physique en juillet.